

Les subsides

Nous savons que, pour assurer notre crédibilité et notre viabilité à long terme, nous devons adopter une nouvelle approche. C'est ce que nous avons entrepris. Les mesures budgétaires que le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncées en mai dernier de même que les modifications qu'il a apportées et les déclarations qu'il a faites, montrent bien que l'esprit d'entreprise jouera un rôle primordial au Canada et surtout dans la région de l'Atlantique. L'exonération d'impôt sur les gains en capital de \$500,000 va encourager la PME.

Il est facile de constater que les propos de mon collègue de Cape Breton-East Richmond présentaient une sérieuse lacune. Il a parlé de toute la région de l'Atlantique, mais en oubliant de mentionner un lieu particulier. Je veux parler de sa propre circonscription et de celle de la région du Cap-Breton. Nous avons entrepris là les initiatives les plus hardies que le gouvernement du Canada n'ait jamais prises pour inciter l'industrie à investir. Depuis que nous avons offert des refuges et des stimulants fiscaux, depuis six mois, nous avons reçu pour cette région beaucoup plus de demandes de renseignements quant aux possibilités d'investissement et aux possibilités d'emploi que pour toute autre région du pays. En fait, certains résultats ont déjà été mis en lumière. Nous ne sommes pas très satisfaits de ce qui s'est passé aujourd'hui dans cette région. Une entreprise a besoin de beaucoup de temps pour établir quelles sont les possibilités, les moyens de financement et les ressources en main-d'œuvre qu'elle pourra trouver sur place.

● (1220)

Les gens s'inquiètent toujours du sort de la population. Notre gouvernement attache beaucoup de valeur aux ressources humaines. Le Canada n'est pas seulement une étendue de forêts, de montagnes même si ce sont-là des ressources que nous avons la chance d'avoir. Le Canada est avant tout un peuple. Mon collègue, le ministre d'État aux Forêts, les autres ministres de l'Atlantique, tous nos collègues et moi-même pouvons attester que nous croyons que les Canadiens de l'Atlantique possèdent les mêmes capacités et le même esprit d'entreprise que les autres. Nous savons qu'ils peuvent saisir les possibilités que nous leur offrons et qu'ils les exploiteront dans l'intérêt à long terme de toute la région de l'Atlantique.

Le député d'en face s'est décidé à parler au nom de la région de l'Atlantique au bout de sept ans, après avoir omis de faire quoi que ce soit lorsqu'il possédait de l'influence. Nous tenons à dire que les Canadiens de l'Atlantique sont capables de saisir les possibilités qu'on leur offrira. Ils sont actuellement dépendants à 80 ou 90 p. 100 du gouvernement fédéral, mais nous allons ramener cette dépendance au niveau de la moyenne nationale. L'Atlantique a le droit d'occuper dans la Confédération la place qui lui revient. Il n'est pas question de la lui donner grâce à des subventions, à l'assurance-chômage ou à l'aide sociale. Les Canadiens de l'Atlantique sont fiers. Ils savent qu'ils ont des cerveaux et qu'ils ont été obligés de les exporter faute de stimulants. Il n'a pas été possible de créer des possibilités dans cette région parce que l'ancien gouverne-

ment et les députés d'en face qui ont pris la parole ce matin n'ont pas su répondre aux besoins qui crevaient les yeux.

Je voudrais donner quelques précisions sur ce qui s'est passé dans certaines provinces de l'Atlantique. J'ai parlé d'une situation générale. Cependant, en vue de promouvoir l'esprit d'entreprise et la création d'emplois dans le secteur privé, nous avons favorisé le climat économique dans cette province et mis en place certains programmes. Manifestement, les possibilités d'emploi vont augmenter considérablement à Terre-Neuve grâce à l'exploitation des gisements sous-marins. Il y aura des possibilités en Nouvelle-Écosse grâce à la nouvelle politique sur les régions pionnières annoncée dernièrement par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney). Le gouvernement de Terre-Neuve s'est presque séparé de la Confédération après s'être efforcé à maintes reprises, d'une année à l'autre, de conclure une entente avec le gouvernement fédéral relativement aux ressources qui lui appartiennent en propre. Après moins d'un an au pouvoir, le gouvernement a conclu une entente visant à garantir que les ressources et les possibilités d'emploi resteront à Terre-Neuve. Nous avons dit aux autorités provinciales que ces ressources leur appartiennent. Des projets sont en cours en vue de réaliser cet objectif.

En outre, un fonds de développement de 300 millions de dollars a été accordé à la province de Terre-Neuve pour lui permettre d'accroître ses possibilités d'emploi et de mettre en exploitation ses réserves pétrolières et gazières. En outre, à Terre-Neuve, nous avons injecté 93 millions de dollars dans la société Fishery Products International, dans le but de la rendre plus compétitive et de garantir sa viabilité à long terme. Le gouvernement fédéral a subventionné une société dans une province méritante. Grâce au plan quinquennal qui nous était soumis, nous avons obtenu l'assurance que cette société sera en mesure de soutenir la concurrence à l'échelle nationale et internationale, que les subventions qui lui ont été accordées diminueront d'une année à l'autre et que de nouvelles richesses apparaîtront dans la province. En effet, l'objectif à long terme que poursuivront les Terre-Neuviens et tous les Canadiens de la région de l'Atlantique sera de payer plus d'impôt. Ils veulent payer de l'impôt sur le revenu puisque cela témoigne d'une certaine prospérité. Nous voulons leur en donner la possibilité.

Cette semaine même, au Cap-Breton, mon collègue le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) a annoncé la création d'une nouvelle Agence de développement des entreprises du Cap-Breton. Nous avons accordé des concessions et des stimulants fiscaux au Cap-Breton, mais pour nous assurer que des possibilités seront créées et que tous les Canadiens et les autres investisseurs étrangers le sauront, cet organisme a un budget de 25 milliards de dollars pour faire connaître au reste du monde les possibilités qu'offre cette région. Jusqu'ici, il était difficile de savoir quels programmes gouvernementaux étaient offerts. En effet, depuis quelques années, il y avait un tel fouillis de mesures d'aide et de secours que personne ne savait véritablement de quels programmes un investisseur donné pouvait se prévaloir à un moment précis. Ainsi, la création de cet organisme simplifiera le système.